

DOSSIER DE PRESSE

8 mars 2022

L'Europe doit plus que jamais enclencher la sortie de sa dépendance au gaz

Gaz, guerre en Ukraine et Projets d'Intérêts Communs

Marie Toussaint



[Marie Toussaint - Éléments biographiques et propos introductifs](#)

[Biographie](#)

[Propos introductifs](#)

[Nous devons et nous pouvons nous passer du gaz !](#)

[L'indépendance et la solidarité énergétique sont les solutions de la paix et du climat](#)

[Pour sortir du gaz, nous devons dès maintenant stopper tout investissement dans les infrastructures gazières : rejetons la liste des PCI !](#)

[Pas un euro de plus ne doit aller aux énergies fossiles](#)

Contacts

Marie Toussaint, marie.toussaint@europarl.europa.eu, +33 6 42 00 88 68

Michaël Luzé, luzemichael@yahoo.fr, +33 6 63 63 40 08

1. Marie Toussaint - Éléments biographiques et propos introductifs

Biographie



Juriste spécialisée en droit de l'environnement, militante, avocate, fondatrice et ancienne présidente de l'ONG environnementale Notre affaire à tous et coordinatrice du programme Europe Écologie - Les Verts pour les élections européennes, Marie Toussaint a été élue députée européenne le 26 mai 2019.

Elle siège dans les commissions Industrie et Recherche, Environnement, et Affaires juridiques, où elle poursuit ses combats pour la justice climatique, la reconnaissance et la protection des droits du vivant, contre les crimes environnementaux et pour la reconnaissance des écocides; ainsi que pour la justice pour tous : droits des femmes, droits des jeunes, droits des plus précaires.

Elle se bat au Parlement Européen pour que plus un euro n'aille dans les énergies fossiles, notamment le gaz. Elle était shadow rapportrice de la révision de la réglementation RTE-E, et suivra pour le groupe des Verts/ALE la révision du paquet gazier (réglementation).

Propos introductifs

La Commission européenne a proposé ce mardi 8 mars une Communication sur l'énergie déjà prévue de longue date pour affronter la question de la hausse des prix frappant le pouvoir d'achat des européennes et des européens. La guerre lancée par Vladimir Poutine à l'Ukraine et ses impacts sur l'Union européenne rendait cette Communication d'autant plus urgente que le régime de Poutine reçoit 700 millions de dollars par jour des pays occidentaux pour leurs achats de matières premières, en premier lieu desquelles l'énergie, finançant ainsi l'effort de guerre Poutinien. La dépendance de l'Union au gaz, pétrole, charbon et uranium en provenance de Russie limite également la capacité de l'Union à imposer les sanctions peut être nécessaires au maintien de la paix. Or, la Commission européenne, qui avait su afficher un front uni et solidaire avec la démocratie ukrainienne, n'a pas fourni de proposition de réponse à la hauteur du défi énergétique qui est devant nous: construire par les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les renouvelables une réponse durable aux crises de la paix, de la justice sociale et du climat.

Le 9 mars, le Parlement Européen se prononcera sur la [motion de rejet de la cinquième liste des projets d'intérêt commun](#), déposée à l'initiative de Marie Toussaint et signée par 107 eurodéputés. Via cette liste de projets d'intérêt communautaire (PCI list en anglais), financés par le fonds CEF (Connecting Europe Facility), l'Union européenne a investi

massivement dans les infrastructures gazières ces dernières années, considérant le gaz fossile comme une “énergie de transition” ; jusqu’à lui octroyer, ainsi qu’au nucléaire, le label “vert” au sein de la taxonomie européenne.

Pour Marie Toussaint, eurodéputée écologiste : *“La guerre est aux portes de l’Europe. Or, parce que nous n’avons pas assez agi pour sortir de notre dépendance au gaz et notamment au gaz russe, nous sommes aujourd’hui en difficulté pour actionner tous les leviers nécessaires au maintien de la paix, ainsi qu’à la protection du climat. Ainsi que l’a montré le dernier rapport du GIEC, le dérèglement climatique entraînera lui-même de très nombreux conflits et tensions dans les années à venir. Agir pour le climat, c’est agir pour la paix ; et nous en sommes encore loin ainsi que le montre l’acte délégué taxonomie proposé par la Commission européenne contre lequel nous ne cesserons de nous battre. Le gaz n’a jamais été et ne sera jamais une énergie de transition.*

A travers sa Communication sur l’énergie et ses prix en hausse publiée ce jour, la Commission européenne propose un panachage de solutions incluant le gaz, et omet d’insister sur l’efficacité énergétique, sans laquelle aucun de nos objectifs climatiques ne peut être tenu. La science est pourtant claire, la guerre nous le rappelle violemment : la baisse de notre consommation énergétique est une condition sine qua non pour le climat et la paix. Ces mots bien faibles déçoivent, ce sont de politiques et d’investissements concrets dont nous avons impérativement et urgemment besoin.

Construire la paix, c’est sortir dès maintenant de notre dépendance au gaz, d’où qu’il vienne, et en priorité de Russie. À court terme, nous pouvons utiliser les dispositifs de délestage et d’interruptibilité, permettant aux industries consommatrices de réduire leur consommation de gaz très rapidement. Par ailleurs, des solutions alternatives au gaz existent pour remplacer plus de la moitié de la consommation de gaz dans l’industrie ; et il est aussi possible de taxer les superprofits des énergéticiens, afin d’accompagner les ménages.

C’est dans ce contexte que l’Union européenne s’apprête à adopter sa liste de projets énergétiques dits « prioritaires », la “PCI list” ou “Liste PIC”, qui rassemble des projets qui pourront ainsi bénéficier de financements européens et de procédures d’autorisation plus rapides. Parmi la liste, proposée par la Commission européenne, on trouve encore de nombreux projets gaziers, à rebours de tous les engagements et les déclarations actuelles.

Nous nous trompons si nous pensons que nous devons remplacer une dépendance énergétique par une autre. Le risque aujourd’hui est que pour pallier au gaz, au pétrole ou au charbon russes, l’Union déploie de nouveaux projets gaziers qui nous rendront dépendants d’autres régimes peu regardants des droits humains, sujets à des conflits et tensions sur leurs ressources, et dans tous les cas climaticides. Pour sortir de sa dépendance énergétique à la Russie, et construire une indépendance solidaire, l’Europe ne peut choisir qu’une voie : sobriété, efficacité, renouvelables. Pour le climat, pour la paix, pour la justice : sortons l’Europe des fossiles, d’où qu’elles viennent.”

Nos propositions développées dans ce dossier de presse : Nous pouvons et nous devons nous passer du gaz, y compris russe :

- Il est possible de baisser notre consommation d'énergie, notamment en mettant en place les dispositifs d'interruptibilité, mais aussi en investissant dans l'efficacité énergétique (rénovation des bâtiments et d'abord des passoires thermiques) et les énergies renouvelables; des économies d'énergie sont aussi tout à fait possible dans l'industrie puisque 64% de la consommation de gaz naturel dans l'industrie est utilisé pour produire des températures basses et moyennes allant jusqu'à 500 degrés, aisément remplaçable par des pompes à chaleur industrielles, les solutions géothermiques ou les chaudières électriques;
- De l'argent peut être mobilisé, via des revenus taxés sur les super profits de l'industrie pétrogazière; mais aussi en réinjectant les flux financiers publics aujourd'hui alimentant les fossiles vers les renouvelables et l'efficacité énergétique : la liste PCI et son fonds CEF en sont un exemple criant;
- Les citoyens européens peuvent se mobiliser en baissant volontairement la température de leurs logements, mais cela ne peut constituer la réponse principale à la crise qui repose d'abord sur les politiques publiques.

2. Nous devons et nous pouvons nous passer du gaz !

Nous avons neuf mois. Neuf mois avant que la coupure potentielle de l'approvisionnement russe ne pose problème sur le territoire de l'Union européenne. Neuf mois, pour sortir le parc européen du bâti du gaz, multiplier les sources d'énergies renouvelables et surtout instaurer une réelle solidarité européenne, pour que les pays qui dépendent complètement de la Russie puissent enfin s'appuyer sur d'autres États membres, comme la France, dans les temps difficiles. Neuf mois à consacrer au climat et à l'autonomie solidaire.

Au moment où V. Poutine menace de couper les vannes du pipeline NordStream 1, nous devons prendre les devants et stopper notre dépendance au gaz russe, et au gaz tout court. Le débat sur la sortie de la dépendance au gaz russe est au cœur de l'actualité mais la plupart des acteurs font des paris totalement irrespectueux du climat, qui ne répondent pas à l'enjeu de l'indépendance énergétique: ils misent sur des importations record de gaz naturel liquéfié, de retour temporaire au charbon, voire de développement accéléré du nucléaire.

Toutefois, **une nouvelle stratégie énergétique de l'UE ne devrait pas reposer sur d'autres énergies fossiles ou fissiles**, ni sur davantage de gaz, en particulier le gaz naturel liquéfié (GNL).

La diversification du gaz ne fera que créer de nouvelles dépendances, voire maintenir une dépendance à l'égard du GNL russe¹: tant pour le climat que pour la démocratie, il n'y a pas lieu d'investir davantage dans le gaz. Au contraire, il faut d'urgence investir dans l'efficacité énergétique et les renouvelables.

Nous devons à tout prix éviter de construire de nouvelles infrastructures gazières !

Celles-ci mettent entre 5 et 10 ans à être construites, donc ne constitueraient pas une réponse d'urgence à la crise. Au contraire, ce seraient, une fois construits, des actifs déjà obsolètes puisque tous les scénarios permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050 insistent l'arrêt le plus rapide des fossiles : même [l'AIE appelle à ne plus investir dès 2021 dans de nouvelles infrastructures pétrolières ou gazières](#) !

Ceux qui tiennent le discours de la sortie du gaz russe tout en voulant persévérer dans le gaz fossile font donc le pari de construire de nouveaux terminaux méthaniers, augmenter leur capacité de regazéification et construire des interconnexions au sein de l'EU : **autant d'argent public qui n'irait pas à l'électrification, aux interconnexions électriques européennes et aux renouvelables !**

En réalité, nous pouvons agir sur la demande à travers des économies massives d'énergie, miser sur les renouvelables et l'efficacité énergétique. Nous ne pouvons continuer à faire reposer l'action pour le climat et la paix uniquement sur le dos des

¹ La Russie est l'un des principaux fournisseurs de GNL en Europe. Selon le rapport de la Commission européenne sur les marchés gaziers européens, la Russie est le deuxième fournisseur de GNL de l'UE (avec une part des importations de 21 %), derrière les États-Unis (31 %), mais avant le Qatar en troisième position (18 %). Voir: https://ec.europa.eu/energy/sites/default/files/quarterly_report_on_european_gas_markets_q2_2021_final.pdf

citoyennes et des citoyens : ce sont les politiques publiques qui doivent piloter le changement, en mettant à contribution les entreprises les plus polluées, qui sont aussi celles qui ont engrangé le plus de bénéfices ces dernières années.

Nous pouvons agir sur le court terme : accélérer notre sortie du gaz

Forcer certaines industrie à baisser leur consommation de gaz

Conformément aux dispositions des articles L. 431-6-2 et L. 431-6-3 du code Européen de l'énergie, les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution peuvent signer avec des consommateurs de gaz naturel des contrats d'interruptibilité de la consommation de gaz naturel. La France fait partie des pays qui disposent de cet outil. Si une crise survient, la législation a deux dispositifs d'urgence : le **délestage** et **l'interruptibilité**. **En cas de déclenchement, les « gros consommateurs » doivent diminuer drastiquement leurs consommations de gaz. A noter que l'on parle ici de l'industrie principalement, pas des administrations, hôpitaux ou écoles, non concernés par ce dispositif.**

La hausse des prix de l'énergie, dénoncés par les gilets jaunes, pèsent déjà lourdement sur les ménages européens, en particulier sur les plus précaires. **En requérant des grands opérateurs pétro-gaziers qu'ils cessent toute opération en Russie, en mettant les industries les plus consommatrices de gaz à contribution pour réduire la consommation de gaz au sein de l'Union européenne** (rappelons que 2.5% du gaz importé en France est utilisé pour la production d'engrais azotés qui à leur tour détruisent la Terre), **et en déployant des politiques publiques ambitieuses d'économies d'énergie, d'efficacité énergétique et de renouvelables, nous pouvons construire une paix juste, durable et protectrice du climat !**

Des solutions de chauffage industriel à basse et moyenne température sans gaz

En Europe, 64 % de la consommation de gaz naturel dans l'industrie est utilisé pour produire des températures basses et moyennes allant jusqu'à 500 degrés.

Or, certaines technologies d'énergie renouvelable matures et relativement peu coûteuses, telles que les **pompes à chaleur industrielles, les solutions géothermiques ou les chaudières électriques**, peuvent déjà être utilisées pour fournir des solutions de chauffage industriel à basse et moyenne température, utilisant ainsi des solutions d'électrification directe et renouvelables pour ces secteurs.

Taxer les superprofits des énergéticiens

Dans sa future communication sur l'énergie, la Commission **permettra aux États de taxer les « surprofits » liés à la flambée des prix et de les réinvestir pour alléger la facture des consommateurs.**

Si les Etats taxaient les surprofits des entreprises de l'énergie, on pourrait imaginer que ces bénéfices soient fléchés vers un plan d'urgence lié à l'efficacité énergétique, aux renouvelables ; ou à l'aide aux ménages les plus pauvres.

L'indépendance et la solidarité énergétique sont les solutions de la paix et du climat

Miser sur la sobriété et l'efficacité

Le secteur des bâtiments représente 40 % de la consommation d'énergie et 36 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau européen. Cependant, le taux de rénovation énergétique des bâtiments européens est loin d'atteindre le rythme nécessaire : il se situe à environ 1 % du parc de bâtiments par an, alors qu'il faudrait atteindre 3 % de rénovations performantes par an pour être en ligne avec l'Accord de Paris et pour contribuer à éradiquer la précarité énergétique. **La Commission devrait s'efforcer de faire passer l'objectif de l'UE en matière d'efficacité énergétique de 36 % à au moins 45 % d'ici à 2030** et d'introduire des objectifs nationaux contraignants pour chaque État membre, car pour **1% des économies d'énergie réalisées, l'UE pourrait réduire ses importations de gaz de 2.6%.**

Accélérer le développement des renouvelables

En atteignant 40 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique en 2030, l'Europe pourrait économiser 136 milliards d'euros d'importations de fossiles (gaz fossile, pétrole, et charbon) d'ici à 2030².

Elle devrait même aller plus loin au regard de la crise et atteindre au moins 50 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique en 2030. Cette accélération est urgente et économiquement viable au vu du coût des énergies renouvelables, constamment en baisse. Par exemple, le coût des centrales solaires a chuté de 85 % entre 2010 et 2020³.

Les citoyens ont le droit de produire, de consommer, de stocker et de revendre leur propre énergie renouvelable en tant qu'individus ou communautés. **Le potentiel des prosommateurs reste largement inexploité par les États membres et, selon des estimations prudentes, ils pourraient satisfaire 20 % de la demande énergétique de l'Union d'ici à 2030⁴.**

Electrification et solidarité : développer les interconnexions électriques

Nous devons aussi **accélérer l'interconnexion électrique** entre les États membres de l'UE : selon la réglementation, d'ici à 2030 chaque pays de l'UE doit avoir mis en place⁵ des interconnexions lui permettant d'importer l'équivalent d'au moins 15 % de sa production d'électricité : ceci doit être un plancher minimum, sans lequel aucune solidarité ne sera possible. **Parfaire le marché intérieur de l'énergie, en passant par une intégration toujours plus importante de celui de l'électricité est une condition sine qua non de paix.**

² Commission européenne, [étude d'impact sur la directive EnR](#), 2021

³ IRENA [Renewable Power Generation Costs in 2020](#)

⁴ Ce Delf 2015, le potentiel des citoyens de l'énergie dans l'Union européenne

⁵ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018R1999&from=EN>

Des possibles actions citoyennes

Si la priorité doit être donnée à des actions de politiques publiques, les citoyennes et citoyens qui le souhaitent et ont à leur disposition des moyens appropriés pour ce faire peuvent agir.

Samedi, des dockers britanniques ont refusé de décharger le Boris Vilkitsky, un navire transportant du gaz russe en signe de protestation ; alliant ainsi désobéissance civile, lutte sociale et écologiques.

Les ménages vivant dans des logements dûment isolés peuvent aussi baisser leur chauffage d'1°C : comme indiqué par [l'Agence Internationale de l'Énergie](#), cela permettrait à l'Europe d'économiser environ 10 milliards de m³ de gaz en un an (10% du gaz russe importé).

3. Pour sortir du gaz, nous devons dès maintenant stopper tout investissement dans les infrastructures gazières : rejetons la liste des PCI !

Il n'y a pas de place pour des investissements supplémentaires dans le gaz lorsque l'on s'attaque à la crise climatique.

De plus, la flambée actuelle des prix de l'énergie montre que les investissements dans le gaz fossile augmentent la dépendance aux importations et les coûts pour les Européens.

C'est pourquoi Marie Toussaint et le groupe des Verts/ALE proposent de rejeter la liste proposée de projets d'intérêt commun (PCI) et demandent à la Commission de présenter une nouvelle liste d'ici juin, qui garantisse que les projets soient conformes aux engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, et qui supprime les projets de gaz fossiles.

Pas un euro de plus ne doit aller aux énergies fossiles

La [liste d'intérêt commun de l'Union \(PCI\)](#) est une sélection de projets d'infrastructures énergétiques - tels que des lignes électriques, des gazoducs, des terminaux GNL ou des projets de réseaux intelligents - pouvant bénéficier d'un financement de l'UE et de procédures d'autorisation plus rapides.

Le processus de sélection des projets, les critères et la gouvernance sont inscrits dans le règlement sous-jacent sur les réseaux transeuropéens d'énergie (RTE-E). Tous les deux ans, une nouvelle liste de priorités comprenant des projets d'infrastructure concrets est publiée sous la forme d'un acte délégué. Le Parlement ne peut alors que garder le silence et laisser passer la liste ou la rejeter dans son intégralité. Alors que le règlement RTE-E sous-jacent a récemment été révisé cette année, la liste actuelle a toujours été établie dans l'ancien cadre, c'est-à-dire avant l'Accord de Paris ou le Green Deal européen.

Les règles actuelles de l'UE pour choisir les projets d'infrastructure énergétique ne sont pas adaptées. Elles canalisent l'argent public vers des projets de combustibles fossiles extrêmement coûteux et inutiles alors que l'Europe devrait investir dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. La Commission devrait proposer une [liste alternative](#) de projets en phase avec la crise climatique mondiale.

Le principal problème de la liste concerne les projets d'infrastructure gazière: les 20 projets gaziers proposés ne sont pas proportionnés à la future demande de gaz de l'UE, [ils ne sont pas nécessaires du point de vue de la sécurité de l'approvisionnement](#) et l'utilisation du gaz acheminé dans l'UE via ces infrastructures augmenterait encore nos émissions de GES au lieu de les réduire. Qui plus est, les gazoducs supplémentaires enferment les Européens dans un gaz fossile coûteux, accroissent la dépendance à l'égard des fournisseurs extérieurs et augmentent les prix, car les infrastructures qui pourraient coûter [13 milliards d'euros](#) sont amorties par les tarifs du gaz.

Des projets particulièrement problématiques, tant du point de vue du climat que des droits humains

Les projets particulièrement problématiques figurant sur la liste sont les gazoducs [Eastmed](#), qui devrait transporter chaque année 10 milliards de m³ de gaz à travers la Méditerranée, un projet pharaonique aux impacts géopolitiques ultra contestés.

Dans cette liste on trouve aussi le projet de gazoduc [Melita](#). La journaliste maltaise [Daphné Caruana Galizia](#) a été assassinée alors qu'elle enquêtait sur une affaire de corruption liée à ce gazoduc reliant Malte et l'Italie. Un ancien membre du conseil d'administration de la société Electrogas Malta Ltd. a été accusé d'être le cerveau de son meurtre, ainsi que de blanchiment d'argent. Par conséquent, de nombreuses parties prenantes, dont la famille Caruana Galizia, ont demandé à plusieurs reprises de retirer le projet de la liste.

D'autres projets tout aussi contestables consistent en des terminaux méthaniers, lesquels ne représentent pas une solution, ni pour le climat évidemment, ni pour l'indépendance énergétique. En effet, ces infrastructures permettent de faire venir autant du gaz liquéfié du Qatar que gaz de schiste des États-Unis, autant de fausses solutions pour le climat, la paix et les portefeuilles de ménages.